



Madame la Rectrice, mesdames, messieurs les membres de la formation spécialisée du CSA de l'académie de Nantes,

La rentrée scolaire a eu lieu dans un contexte politique délétère de déni de démocratie. La successeuse de la ministre démissionnaire de l'éducation a été nommée il y a moins de trois semaines. Cette nomination, loin de calmer les inquiétudes des collègues, entraîne des questionnements légitimes sur l'avenir de l'éducation nationale, puisque Mme la Ministre, ne possède aucune expertise dans ce domaine. Quant au ministre délégué à la Réussite scolaire et à l'enseignement professionnel qui a été nommé à ses côtés, il est notamment connu pour son soutien à l'enseignement privé, à la rémunération des enseignant·es au mérite et pour ses propos conservateurs.

Alors que les discussions sur le budget 2025 doivent commencer à l'Assemblée nationale, ces nominations apparaissent comme une nouvelle provocation contre l'école et les conditions de travail de ses personnels. Le service public d'éducation a un besoin criant de moyens humains et financiers, non de fermetures de classes, de suppressions de postes et de mesures de tri social. Or, la politique éducative des gouvernement successifs a non seulement fortement dégradé les conditions de travail des personnels (augmentation de la charge de travail, allongement des horaires, démantèlement des collectifs de travail), mais elle a également participé à maltraiter les élèves (par la réforme du "choc des savoirs" qui participe au tri social des élèves ou encore par des campagnes islamophobes et sexistes).

Pour ces raisons, nous étions mobilisés le 1er octobre, ainsi que pour l'augmentation des salaires et leur indexation sur l'inflation et pour la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités. Ces mesures très concrètes permettraient une amélioration des conditions de travail et de vie de nos collègues. Nous nous battons aussi pour la création d'un statut de fonctionnaires pour les AESH, particulièrement exposé·es aux risques en raison de leur statut précaire : le nécessaire cumul de contrats pour obtenir un salaire décent fait exploser les horaires de travail, et rend leurs emplois du temps quasi impossibles à suivre. La mise en place des PIAL a aggravé cette situation, en augmentant le nombre et la durée des trajets entre différents lieux de travail. Cela a pour conséquence une aggravation des risques professionnels. Dans le même temps, les besoins d'accompagnement des élèves en situation de handicap sont très loin d'être couverts partout dans l'académie comme nous avons pu le remarquer dès le mois de septembre

Ce mois de septembre a aussi été l'occasion du déploiement et de l'extension des évaluations nationales qui continuent de désorganiser le travail, de déposséder les personnels de leur autonomie et de nier leur liberté pédagogique. Cela engendre encore une fois de la souffrance, en particulier psychique comme explicité dans le rapport du Collège d'expertise sur le suivi des risques psychosociaux au travail, faisant suite à la demande du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé rédigé par Michel Gollac et Marceline Bodier.

Par ailleurs, des déficits budgétaires sont à déplorer dans de nombreux établissements scolaires générés par les factures énergétiques qui explosent. Les fonds pédagogiques ne doivent en aucun cas être utilisés pour payer ces factures. Les élèves et les agent·es ont toujours trop froid l'hiver et trop chaud l'été sur leurs lieux de travail. Nombre d'écoles, de collèges et de lycées sont des passoires énergétiques. L'enjeu de rénovation du bâti scolaire est donc énorme et multiplié par les risques d'exposition à l'amiante.

En ce qui concerne la cellule d'écoute VDHA-VSST, nous saluons le travail effectué malgré des dysfonctionnements récurrents des groupes de travail dédiés (documents non fournis en amont, problèmes de convocation, d'accès au site, ODJ qui change le jour même de la réunion...) nous constatons que le protocole n'est pas à la hauteur de l'enjeu et qu'aucune date pour un prochain groupe de travail n'a été communiquée pour l'instant, ce qui nous semble inquiétant.

Nous avons été déconcerté·es de découvrir dans le calendrier des instances que seulement trois réunions de la F3SCT académique sont prévues pour cette année scolaire, avec cinq mois qui séparent la première de la deuxième. La santé et la sécurité des agent·es valent plus d'attention que cela à nos yeux. Le fait que les documents préparatoires aux points discutés en instance soient communiqués très tardivement aux représentant·es du personnel entraîne des dysfonctionnements. De même, l'accès aux fiches RSST dématérialisées du périmètre de l'instance nous est toujours refusé presque 2 ans après notre élection, cela nous donne l'impression d'un mépris de l'institution envers les personnels et les représentant·es qu'ils et elles ont élu·es démocratiquement. Enfin, nous déplorons l'absence d'inscription à l'ordre du jour d'un point sur la situation du Lycée Mounier d'Angers malgré notre demande. En effet, les travaux de désamiantage qui devaient se faire pendant l'été n'ont pas été faits et sont maintenant prévus sur site occupé pendant la période scolaire. Le risque est donc bien réel et préoccupant.

SUD éducation continuera de lutter partout dans l'académie pour que notre santé au travail soit enfin prise en compte par notre employeur, pour que la sécurité des personnels soit assurée sur tous les lieux de travail, et pour que tous les personnels voient leurs conditions de travail s'améliorer enfin.